Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ambassade de France au Maroc
Service de Presse et de communication

Dossier de presse

Visite au Maroc de Mme Elisabeth Guigou,
députée de Seine-Saint-Denis, présidente de la commission des Affaires étrangères

I. Dépêches
II. Presse francophone
III. Transcripts d'interviews
IV. Photos

I. Dépêches

AFP

MOA - Maroc-Algérie-France-diplomatie-Assemblée - 02/11 18:42
Sujet : L'amélioration des relations entre Paris et Alger "absolument indispensable" (responsable française)

RABAT, 2 nov 2012 (AFP) - Une responsable parlementaire française, Elisabeth **Guigou**, en visite au Maroc, a jugé vendredi "absolument indispensable" une amélioration des relations entre la France et l'Algérie voisine, assurant que cela ne se ferait "en aucun cas" au détriment des rapports avec Rabat.

Alors que François Hollande se rendra le mois prochain à Alger, des médias marocains ont suggéré l'existence d'un tropisme algérien de la part du nouveau pouvoir en France, aux dépens du Maroc.

"J'ai entendu ça, essentiellement auprès de représentants de la société civile (...). A tous mes interlocuteurs marocains, j'ai dit d'abord qu'il fallait absolument que la relation franco-algérienne démarre sur de nouvelles bases", a déclaré à l'AFP Mme **Guigou**, présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Mais "ça n'est pas parce qu'on dit ça que ça va se faire au détriment des relations franco-marocaines, en aucun cas. C'est simplement quelque chose d'absolument indispensable", a ajouté l'ancienne ministre socialiste, native du Maroc et qui s'est entretenue avec les principaux responsables du royaume dont le Premier ministre Abdelilah Benkirane.

"Si les relations entre la France et l'Algérie s'améliorent, ça peut même avoir un effet bénéfique sur l'ensemble de la région", a-t-elle renchéri.

Les relations entre Alger et Rabat sont notamment polluées par la question du Sahara occidental, ex-colonie espagnole contrôlée par le Maroc. Le royaume propose une large autonomie, une démarche soutenue par la France. Mais le Polisario (indépendantiste) rejette ce plan et milite pour "le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination" via un référendum, avec le soutien d'Alger.

Ces dissensions empêchent la mise en oeuvre de l'Union du Maghreb arabe.

Revenant sur les rapports Paris-Alger, Elisabeth **Guigou** a évoqué "des relations compliquées", estimant qu'on n'empêcherait "pas les Français et les Algériens d'avoir des mémoires différentes" sur la guerre d'Algérie.

Le mois dernier, François Hollande a en revanche reconnu officiellement au nom de la France la "sanglante répression" des manifestations d'Algériens le 17 octobre 1961 à Paris.

"On parle de reconnaissance, on ne parle pas d'excuses et de repentances, et puis surtout on parle d'aller de l'avant", a noté Mme **Guigou** à ce sujet.

MAP

(Agence de presse marocaine)

02/11/2012 22:58
Maroc-France-médias
Le Maroc entretient une relation "exceptionnelle" avec la France et l'UE (Elisabeth Guigou)

Rabat, 02 nov. 2012 (MAP)- Le Maroc entretient une relation ''exceptionnelle'' non seulement avec la France mais aussi avec l'Union Européenne (UE), a affirmé vendredi la présidente de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale française, Elisabeth Guigou.

''Nous soutenons les nouvelles négociations sur le statut avancé du Maroc auprès de l'UE'' et ''il faut absolument arriver avec le Royaume à la colocalisation qui favorise un développement partagé et la circulation des personnes'', a souligné Mme Guigou dans une déclaration à la 2ème chaîne de télévision nationale (2M), diffusée dans son journal du soir.

Par ailleurs, Mme Guigou a réaffirmé le soutien de son pays à la proposition d'autonomie pour le Sahara, qui, a-t-elle dit, ''représente la seule solution sérieuse, crédible et susceptible de faire avancer les choses''.

Mme Guigou a effectué une visite du 31 octobre au 2 novembre au Maroc, au cours de laquelle elle a rencontré des membres du gouvernement et du Parlement ainsi que des acteurs de la société civile.

01/11/2012 21:34
Maroc-France-Parlement
M. Ghellab s'entretient avec la présidente de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale française

Rabat, 01 nov. 2012 (MAP) - Le président de la Chambre des représentants, Karim Ghellab, s'est entretenu jeudi avec la présidente de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale française, Elisabeth Guigou, des moyens de renforcer les relations de coopération entre les deux pays.

Lors de cette rencontre, tenue en présence de l'ambassadeur de France à Rabat, Charles Fries, les deux parties ont abordé les moyens de développer la coopération entre le Maroc et la France, notamment sur les plans économique, social et culturel ainsi qu'entre les institutions législatives des deux pays, indique un communiqué de la Chambre des représentants.

Les deux parties ont également discuté des questions d'intérêt commun telles que la construction de l'Union du Maghreb arabe et la situation sécuritaire dans la région du Sahara et du Sahel, ajoute la même source.

M. Ghellab s'est félicité, à cette occasion, des relations "excellentes" liant les deux pays, mettant en avant la position de la France comme premier partenaire du Royaume sur les plans des échanges commerciaux et de l'investissement et le soutien qu'elle apporte au modèle démocratique marocain au sein des instances internationales et à l'initiative marocaine d'autonomie dans les provinces du Sud.

Il a également abordé les principales réformes engagées par le Maroc ces dernières années, qui visent à consolider le processus démocratique et promouvoir les droits de l'homme, mettant l'accent sur les larges prérogatives législatives dévolues par la nouvelle constitution au parlement.

M. Ghellab a, d'autre part, informé Mme Guigou des derniers développements de la question de

l’intégrité territoriale du Royaume à la lumière de la visite de l’envoyé personnel du secrétaire général de l’ONU pour le Sahara, Christopher Ross, jugeant que cette visite est importante et a permis d’ouvrir des canaux de communication entre l’émissaire onusien, les instances politiques et les acteurs de la société civile au Maroc.

Il a appelé, dans ce sens, la France et les autres pays influents et agissants à adopter des positions "plus fermes" concernant la question du Sahara et mettre en relief les efforts déployés par le Royaume en vue de parvenir à un règlement définitif de ce conflit artificiel.

De son côté, Mme Guigou a salué les réformes initiées par le Maroc ces dernières années, estimant que le Maroc devient ainsi un modèle à suivre dans la région.

Mme Guigou a en outre mis l’accent sur la nécessité de renforcer les relations franco-marocaines et d’œuvrer pour relever les défis dictés par la crise économique internationale.

01/11/2012 19:34
Maroc-France (photos)
M. Benkirane s’entretient avec la présidente de la commission des Affaires étrangères à l’Assemblée nationale française

Rabat, 01 nov. 2012 (MAP) - Le Chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane, s’est entretenu jeudi avec la présidente de la commission des Affaires étrangères à l’Assemblée nationale française, Elisabeth Guigou, des relations entre les deux pays et des réformes initiées au Maroc.

Dans une déclaration à la MAP à l’issue de cet entretien, Mme Guigou a souligné l’excellence des relations entre les deux pays, ajoutant que la qualité des liens du royaume avec la France et l’Europe "n’a pas d’équivalent dans la région".

Au sujet des réformes engagées par le Maroc, Mme Guigou a qualifié de "très importantes" les initiatives prises par le royaume dans ce sens, indiquant avoir constaté auprès du Chef du gouvernement une forte volonté de réussir la mise en oeuvre de ces réformes.

Outre les relations entre les deux pays, l’entrevue a porté également sur la situation dans la région, a-t-elle ajouté.

Mme Guigou, ancienne ministre française de la Justice, a entamé mercredi une visite au Maroc au cours de laquelle elle devrait rencontrer des membres du gouvernement et du Parlement ainsi que des acteurs de la société civile.

01/11/2012 19:11
Maroc-France-pourparlers-visite (photo)
M. El Otmani s’entretient avec la présidente de la commission des Affaires étrangères à l’Assemblée nationale française

Rabat, 01 nov. 2012 (MAP) - Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Saad Dine El Otmani, s’est entretenu, jeudi à Rabat, avec la présidente de la commission des Affaires étrangères à l’Assemblée nationale française, Elisabeth Guigou de questions d’intérêt commun.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de cette rencontre, M. El Otmani a salué les relations privilégiées entre les deux pays, particulièrement sur le plan politique, relevant que le Maroc accorde une grande importance à la coopération entre les institutions législatives des deux pays.

Il a mis en avant la convergence des vues des deux pays sur les sujets d'intérêt commun, ajoutant que l'entretien entre les deux parties a porté sur la question du Sahara marocain, la situation dans le Sahel et au Mali, la sécurité dans la région et les changements intervenus dans l'Afrique du Nord.

Au sujet de l'intégrité territoriale du Royaume, M. El Otmani a rappelé le soutien constant de la France à la proposition d'autonomie dans les provinces du sud comme unique proposition sérieuse, crédible et réaliste sur la table des négociations.

Pour sa part, Mme Guigou a réaffirmé le soutien de son pays à la proposition d'autonomie dans les provinces du sud du Royaume, qui représente la proposition la plus sérieuse, crédible et réaliste en vue de trouver un règlement à la question du Sahara.

Elle a exprimé son souhait de renforcer les visites entre députés des deux pays, qualifiant les relations bilatérales de "très privilégiées".

Mme Guigou a entamé mercredi une visite au Maroc au cours de laquelle elle devrait rencontrer des membres du gouvernement et du Parlement ainsi que des acteurs de la société civile.(MAP).

01/11/2012 13:39
Maroc-France-Parlement
Entretiens maroco-français sur les moyens de renforcer la coopération bilatérale

Rabat, 01-er nov. 2012 (MAP) - Le président de la Chambre des représentants, Karim Ghellab s'est entretenu avec la présidente de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale française, Elisabeth Guigou, des moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaines socio-économique et entre ces deux institutions.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de cet entretien, M. Ghellab a indiqué que la France, premier partenaire du royaume en matière des échanges commerciaux et d'investissement, ne cesse d'exprimer son soutien permanent au modèle marocain et au projet marocain d'autonomie des provinces du sud comme solution à la question du Sahara marocain.

Soulignant les relations privilégiées liant les deux pays, M. Ghellab a mis en exergue les reformes entreprises par le Maroc en vue de l'accélération du processus de la démocratisation au point de devenir un modèle à suivre dans le continent africain et le monde arabe.

Il a ajouté, dans ce sens, que "grâce aux réformes engagées par le Maroc et saluées par plusieurs pays", le royaume a pu conforter sa présence dans les instances internationales, relevant que les parlementes des deux pays oeuvrent pour la promotion du partenariat maroco-français.

Pour sa part, la député socialiste française a souligné, dans une déclaration similaire, l'excellence des relations entre les deux pays, ajoutant que "le Maroc est une référence et un exemple dans le Maghreb et dans les pays arabes" vu les réformes importantes qu'il a accomplies depuis des années et qui ont été couronnées par l'adoption de la nouvelle constitution.

Mme Guigou a émis le souhait de voir les relations bilatérales se consolider davantage, mettant l'accent sur la nécessité de faire évoluer et de rénover le cadre de leur coopération dans le sens d'une plus grande efficacité surtout dans cette conjoncture internationale difficile.

Mme Guigou, également ancienne ministre française de la Justice, a entamé une visite mercredi au Maroc au cours de laquelle elle devrait rencontrer des membres du gouvernement et du Parlement ainsi que des acteurs de la société civile

01/11/2012 12:48
Maroc-France-Presse
Le Maroc défend sur la scène internationale des positions "courageuses et cohérentes avec les évolutions qu'il vit sur le plan intérieur" (Mme Guigou)

Rabat, 01 nov. 2012 (MAP) - Le Maroc, "partenaire précieux, défend sur la scène internationale des positions courageuses et cohérentes avec les évolutions qu'il vit sur le plan intérieur", a indiqué Mme Elisabeth Guigou, présidente de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale française.

Dans une interview publiée jeudi dans le quotidien +L'Economiste+, Mme Guigou a mis en avant le rôle "important" que peut jouer le Maroc sur la scène internationale, rappelant qu'au sujet de la crise en Syrie, les autorités marocaines ont été parmi les premières à dénoncer les violences contre le peuple syrien.

Pour la députée socialiste, l'apport du Maroc sur ce dossier est "essentiel" notamment grâce au déploiement d'un hôpital de campagne en Jordanie au profit des réfugiés syriens. "La décision d'accueillir la prochaine réunion du groupe des amis du peuple syrien confirme également cet engagement sans faille", a-t-elle dit.

Pour ce qui est du processus de paix israélo-arabe, Mme Guigou a indiqué que "ce conflit n'a que trop duré et nous ne pouvons plus attendre", soulignant que le Maroc est "un partenaire clé pour aider la communauté internationale à le résoudre".

En ce qui concerne le Mali, "le Royaume a un rôle central à jouer compte tenu de la connaissance fine qu'il a de la région sahélo-saharienne et de la confiance dont il jouit auprès des pays de cette région", a souligné l'ancienne ministre française de la Justice.

Mme Guigou entame une visite du 31 octobre au 2 novembre au Maroc ou cours de laquelle elle devrait rencontrer des membres du gouvernement et du Parlement ainsi que des acteurs de la société civile.

01/11/2012 11:50
Maroc-France-Sahara-presse
La proposition marocaine d'autonomie au Sahara est la piste "la plus sérieuse, la plus réaliste et la plus crédible" (Elisabeth Guigou)

Rabat, 01 nov. 2012 (MAP) - La proposition marocaine d'autonomie au Sahara constitue aujourd'hui "la piste la plus sérieuse, la plus réaliste et la plus crédible" pour la résolution du conflit du Sahara, a affirmé Elisabeth Guigou, présidente de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée

nationale française.

Dans un entretien publié jeudi sur les colonnes du quotidien +L’Economiste+, Mme Guigou a souligné la nécessité de relancer rapidement un processus de négociations sous l’égide des Nations unies, notant que la résolution du conflit du Sahara "favoriserait sans doute la relance du projet d’intégration maghrébine".

"Les autorités marocaines ont toujours été engagées en faveur de la relance du processus d’intégration maghrébine", a-t-elle dit, ajoutant que "nous le soutenons (le Maroc) pleinement dans cette démarche".

Pour l’ancienne Garde des sceaux, l’intégration maghrébine "n’est pas une mission facile certes, mais les intérêts en termes de développement économique, social et humain sont trop importants pour que les dirigeants puissent s’offrir le luxe de renoncer".

Elle a rappelé dans ce sens que l’absence d’Union maghrébine a un coût significatif pour l’ensemble des pays de la région qui s’élève à plusieurs points de PIB.

II. Presse francophone

L'Economiste du 01 novembre 2012

Elisabeth Guigou: «Réchauffement avec l'Algérie ne

- **UPM: «Nous devons axer notre travail sur des projets concrets»**
- **Le Maroc a un rôle international à jouer**
- **Attention au coût du non-Maghreb**

La députée socialiste Elisabeth Guigou, présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, entame une visite au Maroc du 31 octobre au 2 novembre. Elle doit rencontrer notamment le chef de gouvernement Abdelilah Benkirane, plusieurs des ses ministres ainsi que des membres du Parlement. Au programme aussi, des contacts avec des représentants de la société civile, des femmes politiques ainsi que des jeunes Marocains ayant signé l'appel au refus de la violence au lendemain du film pamphlet sur l'Islam. Entretien avec l'ancienne garde des Sceaux.

- L'Economiste: L'arrivée des socialistes au pouvoir en France ne fait-elle pas redouter un risque de rééquilibrage des positions sur le Maghreb, du moins un tropisme plus franco-algérien que franco-marocain?

- Elisabeth Guigou: La relation franco-marocaine est un sujet qui fait l'unanimité au sein du paysage politique français. C'est donc tout naturellement que les nouvelles autorités françaises ont à cœur, depuis leur arrivée au pouvoir, de consolider les liens exceptionnels qui existent entre nos deux pays mais également d'examiner de nouvelles pistes sur lesquelles nous pourrions travailler davantage ensemble. SM le Roi a ainsi été le premier chef d'Etat étranger à être reçu par le président Hollande à l'Elysée au lendemain de son élection. Les visites au Maroc de ministres et de parlementaires français depuis l'été se succèdent à un rythme élevé. Et des échéances importantes sont d'ores et déjà prévues à la fin de l'année avec le déplacement du Premier ministre Jean-Marc Ayrault à l'occasion de la rencontre de haut niveau franco-marocaine, mais également en début d'année prochaine, avec la visite annoncée du président de la République François Hollande.

S'agissant de l'Algérie, il est vrai que le nouveau gouvernement s'est fixé pour objectif de réchauffer des relations trop longtemps restées difficiles du fait des pesanteurs de l'histoire. Mais réchauffement des relations avec l'Algérie ne veut pas dire rééquilibrage des relations au détriment du Maroc. Ce n'est pas parce que nos relations avec l'Algérie seront meilleures qu'elles seront moins bonnes avec le Maroc. Bien au contraire, je crois qu'une relation apaisée entre la France et l'Algérie serait un atout pour l'ensemble de la région, car cela contribuerait à créer une dynamique favorable à une plus forte unité maghrébine, que le Maroc et les peuples de la région appellent de leurs vœux.

- Qu'est-ce qu'il faut faire pour relancer une UPM quasi comateuse?

- Le processus euro-méditerranéen est un projet visionnaire, en faveur duquel je suis engagée depuis de longues années. Je suis convaincue, du fait de mon parcours personnel peut-être, que nous avons tous, pays du Nord et du Sud confondus, beaucoup à gagner de l'approfondissement des liens euro-méditerranéens en termes de développement humain, social ou encore économique. Sur ce dossier, mon sentiment est que nous ne devons pas perdre de temps à défendre des schémas institutionnels particuliers ou à vouloir faire de la résolution de l'ensemble des différends politiques régionaux un préalable à toute avancée en matière d'intégration. Bien au contraire, nous devons axer notre travail sur des projets concrets qui sont dans l'intérêt de tous les citoyens du pourtour méditerranéen, ce que le président Hollande a qualifié de «Méditerranée des projets». Ainsi, nous lancerons une dynamique d'intégration méditerranéenne sur le terrain à laquelle les vieux conflits politiques qui minent cette région ne sauront résister.

- Auprès des populations du sud, le processus Euromed manque de crédibilité, en particulier à l'aune de ses contradictions: liberté de circulation de marchandises, mais restrictions pour les migrations de personnes. Comment améliorer ces déficits de perceptions?

- En commençant, précisément, par mettre en œuvre des projets concrets sur le terrain. Ces projets existent déjà et se multiplient. Le Maroc est bien placé pour le savoir puisqu'il a récemment accueilli une conférence euro-méditerranéenne sur l'énergie solaire, un sujet fédérateur et d'avenir qui parle à l'ensemble des citoyens du pourtour méditerranéen. Je m'en réjouis. La France souhaite également être force de proposition: le président Hollande a ainsi évoqué la possibilité de lancer un programme Erasmus pour les étudiants des pays de la rive sud de la Méditerranée, dans son discours de Malte le 5 octobre dernier. En ce qui concerne la circulation des personnes, je rêve comme vous d'un espace méditerranéen intégré où l'ensemble des citoyens, quel que soit leur pays d'origine, seraient libres d'aller et de venir. Dans l'immédiat, il faut permettre une meilleure mobilité pour les familles, les étudiants, les décideurs économiques. Mais là encore, l'accent sur les projets de terrain est porteur d'avenir. La construction européenne en est le meilleur exemple: c'est en commençant par le charbon et l'acier que nous avons, quelques décennies plus tard, fini par créer un espace formidable de liberté de circulation. J'espère que nous pourrons faire de même, bientôt, autour de la Méditerranée.

> **«La résolution du conflit au Sahara occidental, sans qu'elle constitue un quelconque préalable, favoriserait sans doute la relance du projet d'intégration maghrébine. Il importe à cet égard de relancer rapidement un processus de négociation sous l'égide des Nations unies. La proposition marocaine d'autonomie me semble aujourd'hui la piste la plus sérieuse, la plus réaliste et la plus crédible»**

- Dossier libyen, Syrie… comment évaluez-vous l'activisme de la diplomatie marocaine au niveau international?

- De la Syrie à la Libye, en passant par les printemps arabes, le Maroc est une référence et pour nous un partenaire précieux. Les réformes qui ont été mises en place au Maroc depuis plus d'une dizaine d'années ont démontré à l'ensemble des autres pays de la région qu'un pays peut se réformer et se démocratiser dans le consensus et la stabilité. C'est là un excellent signal dans le contexte régional actuel.

Le Maroc, partenaire précieux, défend sur la scène internationale des positions courageuses, cohérentes avec les évolutions qu'il vit sur le plan intérieur. Nos deux pays partagent d'ailleurs la même vision d'un ordre international donnant la primauté au droit et à la résolution pacifique des conflits. La présence du Maroc au Conseil de sécurité est à cet égard une grande chance pour continuer à promouvoir la vision commune du monde que nous défendons.

- Pensez-vous à ce titre que le Maroc peut être un joker dans la résolution de conflits de ce type?

- Je suis persuadée du rôle important que peut jouer le Maroc sur la scène internationale. Notre proximité de vues sur les solutions à apporter aux grandes crises que connaît la région nous permet d'agir de concert et de renforcer la portée de nos messages.

Sur la Syrie, les autorités marocaines ont ainsi été parmi les premières à dénoncer les violences du régime et à appeler au départ de Bachar Al-Assad. L'apport du Maroc sur ce dossier est essentiel, notamment grâce au déploiement d'un hôpital de campagne en Jordanie, au profit des réfugiés syriens.

(Ph. AFP)

Bio Express

1946
Naissance à Marrakech

1990-1993
Ministre déléguée aux Affaires européennes

1993 - 1997
Député européen

1997-2000
Ministre de la Justice et garde des Sceaux

2000-2002
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité

2002 (jusqu'à aujourd'hui)
Députée (Seine-Saint-Denis)

Diplômes:
Agrégation en littérature américaine
Maîtrise en Sciences économiques
Master Sciences politiques

veut pas dire rééquilibrage au détriment du Maroc»

La décision d'accueillir la prochaine réunion du groupe des amis du peuple syrien confirme également cet engagement sans faille. Sur le processus de paix israélo-arabe enfin, nous devons continuer à travailler ensemble pour recréer les conditions nécessaires à une relance du processus de paix au lendemain des prochaines élections présidentielles américaines. Ce conflit n'a que trop duré, nous ne pouvons plus attendre. Et le Maroc est un partenaire régional clé pour aider la communauté internationale à le résoudre.

Sur le Mali, le Maroc a un rôle central à jouer compte tenu de la connaissance fine qu'il a de la région saharo-sahélienne et de la confiance dont il jouit auprès des pays de cette région.

- Sur le dossier malien, la diplomatie française semble convaincue de la responsabilité de l'Algérie dans la résolution de la crise. Partagez-vous ce diagnostic?

- Nous avons tous, communauté internationale et pays de la région, le même intérêt à une résolution rapide et durable de la crise malienne. Tout le monde subirait les conséquences de l'établissement d'une zone de non droit qui serait le terreau des extrémismes et des trafics en tout genre dans un pays qui a longtemps constitué un modèle pour l'Afrique subsaharienne. La résolution du Conseil de sécurité a fixé un cadre. Il appartient désormais aux pays de la région, et notamment à l'Algérie, de s'engager ensemble sur les modalités d'un processus qui permettrait de restaurer l'Etat de droit sur l'ensemble du territoire. La France est disposée à apporter son soutien matériel à cette intervention.

- Le conflit du Sahara continue d'obérer le projet d'une Union pour le Maghreb arabe. Si de plus il faut compter avec la difficile transition politique en Libye, et dans une moindre mesure en Tunisie... cela relève de la mission impossible?

- Ce n'est pas une mission facile certes, mais les intérêts en termes de développement économique, social et humain sont trop importants pour que les dirigeants de la région puissent s'offrir le luxe de renoncer. Comme vous le savez, l'absence d'Union maghrébine a un coût significatif pour l'ensemble des pays de la région, qui s'élève à plusieurs points de PIB.

Les autorités marocaines ont toujours été engagées en faveur de la relance du processus d'intégration maghrébine. Nous les soutenons pleinement dans cette démarche. La résolution du conflit au Sahara occidental, sans qu'elle constitue un quelconque préalable, favoriserait sans doute la relance du projet d'intégration maghrébine. Il importe à cet égard de relancer rapidement un processus de négociation sous l'égide des Nations unies. La proposition marocaine d'autonomie me semble aujourd'hui la piste la plus sérieuse, la plus réaliste et la plus crédible.

- Comment évaluez-vous le bilan du gouvernement Benkirane et sur quelles réformes l'attendez-vous d'urgence?

- La nomination en janvier dernier d'un gouvernement dirigé par le leader du parti ayant remporté le plus de suffrages lors des élections législatives montre d'abord que le Maroc a su prendre en compte les aspirations populaires qui se sont exprimées dans le cadre du printemps arabe. Nous ne pouvons que nous en réjouir.

Les défis auxquels fait face la coalition gouvernementale sont immenses. C'est d'autant plus vrai dans un contexte marqué par la faiblesse des marges de manœuvre budgétaires de l'Etat en raison de la crise, ainsi que par le fait que les exigences des citoyens sont plus fortes que jamais, à la mesure de leur engagement dans le processus de démocratisation à l'œuvre dans le pays. Pour autant, je suis convaincue de la détermination du gouvernement à répondre aux défis économiques et sociaux auxquels fait face le pays. Et les autorités françaises sont naturellement disposées à apporter tout leur soutien au gouvernement marocain dans cette démarche.❑

Elisabeth Guigou: *Les réformes qui ont été mises en place au Maroc depuis plus d'une dizaine d'années ont démontré à l'ensemble des autres pays de la région qu'un pays peut se réformer et se démocratiser dans le consensus et la stabilité* (Ph. AFP)

Propos recueillis par
Mohamed BENABID

Amendis
10 ANS

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Amendis, filiale de Veolia Environnement Maroc, procède au lancement de l'appel d'offres suivant :

AO. 46/12 TA : Marché cadre travaux pour l'équipement en eau potable et en assainissement liquide des quartiers périphériques de la Wilaya de Tanger.

Les dossiers de consultation sont disponibles au siège d'Amendis Tanger à l'adresse suivante :

Direction des Achats - Service des Marchés (11ème étage)
23, Rue Carnot - 90 000 Tanger
Tél. : 0539 32 80 28 - Fax : 0539 34 04 56

Les conditions de participation et d'exécution sont définies comme suit :

N°AO	Frais de retrait en dirhams	Cautionnements provisoires en dirhams	Date limite de dépôt des offres	Délai	Séance d'ouverture
46/12 TA	400 dhs (quatre cent dirhams)	230 000 dhs (deux cent trente mille dirhams)	Lundi 26 novembre 2012 avant 18h ou mardi 27 novembre 2012 à 10h	12 mois	Publique

1. Le paiement des frais de retrait peut s'opérer par chèque barré au nom d'Amendis ou en espèces.

2. Les offres peuvent être déposées à l'adresse indiquée ci-dessus, contre récipissé, ou envoyées par voie postale avec accusé de réception ou remises au Président de la commission des marchés

Le Matin du Sahara du 02 novembre 2012

Parlement

Entretiens maroco-français sur les moyens de renforcer la coopération bilatérale

Le président de la Chambre des représentants, Karim Ghellab, s'est entretenu avec la présidente de la Commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale française, Elisabeth Guigou, des moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine socio-économique et entre ces deux institutions.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de cet entretien, M. Ghellab a indiqué que la France, premier partenaire du Royaume en matière des échanges commerciaux et d'investissement, ne cesse d'exprimer son soutien permanent au modèle marocain et au projet marocain d'autonomie des provinces du Sud comme solution à la question du Sahara marocain.

Soulignant les relations privilégiées liant les deux pays, M. Ghellab a mis en exergue les réformes entreprises par le Maroc en vue de l'accélération du processus de la démocratisation au point de devenir un modèle à suivre dans le continent africain et le monde arabe.

Elisabeth Guigou.

Il a ajouté, dans ce sens, que «grâce aux réformes engagées par le Maroc et saluées par plusieurs pays», le Royaume a pu conforter sa présence dans les instances internationales, relevant que les Parlements des deux pays œuvrent pour la promotion du partenariat maroco-français.

Pour sa part, la députée socialiste française a souligné, dans une déclaration similaire, l'excellence des relations entre les deux pays, ajoutant que «le Maroc est une référence et un exemple dans le Maghreb et dans les pays arabes» vu les réformes importantes qu'il a accomplies depuis des années et qui ont été couronnées par l'adoption de la nouvelle Constitution.

Mme Guigou a émis le souhait de voir les relations bilatérales se consolider davantage, mettant l'accent sur la nécessité de faire évoluer et de rénover le cadre de leur coopération dans le sens d'une plus grande efficacité surtout dans cette conjoncture internationale difficile.

Mme Guigou, également ancienne ministre française de la Justice, a entamé une visite mercredi au Maroc au cours de laquelle elle devrait rencontrer des membres du gouvernement et du Parlement ainsi que des acteurs de la société civile. ■

MAP

Libération du 02 novembre 2012

Elisabeth Guigou

«Consolider les liens exceptionnels entre le Maroc et la France»

Elisabeth Guigou, présidente de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale française, devait, selon des informations de presse, entamer une visite le 31 octobre au Maroc.

Au programme de son séjour dans le Royaume qui devrait prendre fin aujourd'hui 2 novembre, figurent des rencontres avec des membres du gouvernement et du Parlement ainsi que des acteurs de la société civile.

Dans une interview accordée en l'occasion à notre confrère « L'Economiste », Mme Guigou qui est également membre du PS et députée de la Seine-Saint-Denis, a déclaré que le Maroc est un « partenaire précieux, qui défend sur la scène internationale des positions courageuses et cohérentes avec les évolutions qu'il vit sur le plan intérieur », tout en mettant en avant le rôle "important" qu'il peut jouer sur la scène internationale et en rappelant qu'au sujet de la crise en Syrie, les autorités marocaines ont été parmi les premières à dénoncer les violences contre le peuple syrien.

Pour la députée socialiste, l'apport du Maroc sur ce dossier est "essentiel" notamment grâce au déploiement d'un hôpital de campagne en Jordanie au profit des réfugiés syriens. "La décision d'accueillir la prochaine réunion du groupe des amis du peuple syrien confirme également cet engagement sans faille", a-t-elle dit.

Pour ce qui est du processus de paix israélo-arabe, Mme Guigou a indiqué que "ce conflit n'a que trop duré et nous ne pouvons plus attendre", soulignant que le Maroc est "un partenaire clé pour aider la communauté internationale à le résoudre".

En ce qui concerne le Mali, "le Royaume a un rôle central à jouer compte tenu de la connaissance fine qu'il a de la région sahélo-saharienne et de la confiance dont il jouit auprès des pays de cette région", a souligné l'ancienne ministre française de la Justice.

Mme Guigou a, par ailleurs, déclaré que la proposition marocaine d'autonomie au Sahara constitue aujourd'hui "la piste la plus sérieuse, la plus réaliste et la plus crédible" pour la résolution du conflit du Sahara.

Suite page 3

«Consolider les liens exceptionnels entre le Maroc et la France»

Suite de la première page

Elle a, en substance, souligné la nécessité de relancer rapidement un processus de négociations sous l'égide des Nations unies, notant que la résolution du conflit du Sahara "favoriserait sans doute la relance du projet d'intégration maghrébine".

"Les autorités marocaines ont toujours été engagées en faveur de la relance du processus d'intégration maghrébine", a-t-elle dit, ajoutant que "nous le soutenons (le Maroc) pleinement dans cette démarche".

Pour l'ancienne Garde des sceaux, l'intégration maghrébine "n'est pas une mission facile certes, mais les intérêts en termes de développement économique, social et humain sont trop importants pour que les dirigeants puissent s'offrir le luxe d'y renoncer". Elle a rappelé dans ce sens que l'absence d'Union maghrébine a un coût significatif pour l'ensemble des pays de la région qui s'élève à plusieurs points de PIB, tout en précisant que le gouvernement français « s'est fixé pour objectif de réchauffer des relations longtemps restées difficiles » avec l'Algérie, mais que ce réchauffement « ne veut pas dire rééquilibrage des relations au détriment du Maroc ». « Bien au contraire, je crois qu'une relation apaisée entre la France et l'Algérie serait un atout pour l'ensemble de la région, car cela contribuerait à créer une dynamique favorable à une plus forte unité maghrébine », a-t-elle précisé en rappelant que « les socialistes français ont à cœur, depuis leur arrivée au pouvoir, de consolider les liens exceptionnels qui existent » entre Paris et Rabat.

I.F

L'Opinion du 03-04 novembre 2012

Karim Ghellab s'entretient avec la présidente de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale française

Le président de la Chambre des représentants, Karim Ghellab, s'est entretenu jeudi avec la présidente de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale française, Elisabeth Guigou, des moyens de renforcer les relations de coopération entre les deux pays.

Lors de cette rencontre, tenue en présence de l'ambassadeur de France à Rabat, Charles Fries, les deux parties ont abordé les moyens de développer la coopération entre le Maroc et la France, notamment sur les plans économique, social et culturel ainsi qu'entre les institutions législatives des deux pays, indique un communiqué de la Chambre des représentants.

Les deux parties ont également discuté des questions d'intérêt commun telles que la construction de l'Union du Maghreb arabe et la situation sécuritaire dans la région du Sahara et du Sahel, ajoute la même source.

M. Ghellab s'est félicité, à cette occasion, des relations "excellentes" liant les deux pays, mettant en avant la position de la France comme premier partenaire du Royaume sur les plans des échanges commerciaux et de l'investissement et le soutien qu'elle apporte au modèle démocratique marocain au sein des instances internationales et à l'initiative marocaine d'autonomie dans les provinces du Sud.

Il a également abordé les principales réformes engagées par le Maroc ces dernières années, qui visent à consolider le processus démocratique et promouvoir les droits de l'homme, mettant l'accent sur les larges prérogatives législatives dévolues par la nouvelle constitution au parlement.

M. Ghellab a, d'autre part, informé Mme Guigou des derniers développements de la question de l'intégrité territoriale du Royaume à la lumière de la visite de l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara, Christopher Ross, jugeant que cette visite est importante et a permis d'ouvrir des canaux de communication entre l'émissaire onusien, les instances politiques et les acteurs de la société civile au Maroc.

Il a appelé, dans ce sens, la France et les autres pays influents et agissants à adopter des positions "plus fermes" concernant la question du Sahara et mettre en relief les efforts déployés par le Royaume en vue de parvenir à un règlement définitif de ce conflit artificiel.

De son côté, Mme Guigou a salué les réformes initiées par le Maroc ces dernières années, estimant que le Maroc devient ainsi un modèle à suivre dans la région.

Mme Guigou a en outre mis l'accent sur la nécessité de renforcer les relations franco-marocaines et d'œuvrer pour relever les défis dictés par la crise économique internationale.

Al Bayane du 03-04 novembre 2012

Entretiens maroco-français

Pour Elisabeth Guigou, le Maroc est un modèle à suivre

La députée socialiste Elisabeth Guigou, présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, actuellement en visite au Maroc, a qualifié devant la presse la proposition marocaine d'autonomie au Sahara comme la piste la plus sérieuse, la plus réaliste et la plus crédible pour la résolution du conflit. Au l'issue d'un entretien avec le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Saad Dine El Othmani, la députée a ainsi réaffirmé le soutien de la France à la proposition d'autonomie dans les provinces du sud du Royaume.

L'ancienne ministre française de la Justice a exprimé son souhait de renforcer les visites entre députés des deux pays, qualifiant les relations bilatérales de «très privilégiées». Pour sa part, El Othmani a salué les relations privilégiées entre les deux pays, particulièrement sur le plan politique. Le ministre des Affaires étrangères a révélé que le Maroc accorde une grande importance à la coopération entre les institutions législatives des deux pays.

Saad Dine El Othmani a mis en avant la convergence des vues des deux pays sur les sujets d'intérêt commun, ajoutant que l'entretien entre les deux parties a porté sur la question du Sahara marocain, la situation dans le Sahel et au Mali, la sécurité dans la région et les changements intervenus dans l'Afrique du Nord.

La députée socialiste a également rencontré le Chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane. A la sortie de cet entretien, Mme Guigou a affirmé que la quaalité des liens du royaume avec la France et l'Europe «n'a pas d'équivalent dans la région». Au sujet des réformes engagées par le Maroc, la présidente de la Commission des Affaires étrangères a qualifié de «très importantes» les initiatives prises par le royaume. Elisabeth Guigou a également indiqué avoir constaté auprès du Chef du gouvernement une forte volonté de réussir la mise en œuvre de ces réformes.

Le président de la Chambre des représentants, Karim Ghellab, s'est lui aussi entretenu avec Mme Guigou des moyens de renforcer les relations de coopération entre les deux pays. Ils ont abordé les moyens de développer la coopération entre le Maroc et la France, notamment sur les plans économique, social et culturel ainsi qu'entre les institutions législatives des deux pays, a indiqué un communiqué de la Chambre des représentants. Mme Guigou a estimé que le Maroc est devenu un modèle à suivre dans la région. Elle a en outre mis l'accent sur la nécessité de renforcer les relations franco-marocaines et d'œuvrer pour relever les défis dictés par la crise économique internationale.

R.A (avec MAP)

Al Bayane du 05 novembre 2012

En bref...

Guigou : le Maroc entretient une relation exceptionnelle avec la France et l'UE

Le Maroc entretient une relation ''exceptionnelle'' non seulement avec la France mais aussi avec l'Union Européenne (UE), a affirmé vendredi la présidente de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale française, Elisabeth Guigou.

''Nous soutenons les nouvelles négociations sur le statut avancé du Maroc auprès de l'UE'' et ''il faut absolument arriver avec le Royaume à la colocalisation qui favorise un développement partagé et la circulation des personnes'', a souligné Mme Guigou dans une déclaration à la 2ème chaîne de télévision nationale (2M), diffusée dans son journal du soir.

Par ailleurs, Mme Guigou a réaffirmé le soutien de son pays à la proposition d'autonomie pour le Sahara, qui, a-t-elle dit, ''représente la seule solution sérieuse, crédible et susceptible de faire avancer les choses''.

Mme Guigou a effectué une visite du 31 octobre au 2 novembre au Maroc, au cours de laquelle elle a rencontré des membres du gouvernement et du Parlement ainsi que des acteurs de la société civile.

III. Transcript d'interview

Interview radio Médi 1 / Emission « l'invitée du jour » (vendredi 2 novembre)

Q - Ancienne ministre, aujourd'hui députée présidente de la commission des Affaires étrangères de l'assemblée nationale française. Vous effectuez actuellement une visite de travail au Maroc. Une visite qui fait suite à la venue dans le royaume de plusieurs ministres du gouvernement français. Vous allez rencontrer de nombreuses personnalités marocaines personnalités politiques et aussi de la société civile.

Mme Guigou, on sait qu'avec l'élection de François Hollande, la France a changé de majorité, il y a quelques mois. Quelles sont aujourd'hui, les relations entre la France et le Maroc.

R - Les relations ont toujours été excellentes. Bien qu'elles soient d'une qualité exceptionnelle, sans équivalent, et évidemment nous avons la volonté de les améliorer encore si c'est possible et en tout cas de les renforcer. Je crois que pour nous, le Maroc est une référence, un exemple même dans toute la région. Les réformes qui ont été entreprises il y a maintenant une dizaine d'années sont, là aussi, tout à fait remarquables. Nous souhaitons évidemment la réussite du Maroc et des réformes entreprises. Nous espérons que le Maroc arrivera à améliorer la situation économique et sociale. Tous les pays subissent évidemment le contrecoup de la crise. La France, ce n'est pas facile, vous savez en ce moment. Le Maroc a eu une croissance un peu moindre. Mais, il semble que les perspectives soient meilleures pour l'année prochaine. Nous en réjouissons. Nous voulons à la fois continuer à améliorer encore nos relations sur tous les plans. Sur le plan économique, sur le plan des relations humaines, sur le plan politique, bien entendu. Elles sont déjà excellentes. Quelles sont les nouvelles pistes ? Surement certaines que l'on pourrait encore ouvrir par exemple. Je crois que l'augmentation des investissements français et européens au sud de la méditerrané et en particulier au Maroc est une nécessité. Je crois que nous avons besoin acquérir un développement économique partagé. Et que si nous faisons cela ensemble. Si nous faisons ce qu'on appelle des co-investissements et des co-localisations dans des termes un peu barbares, pour dire que nous devons concevoir un développement agricole industriel en commun. Par ailleurs nous avons des défis communs à relever. Nous avons le défi des énergies nouvelles, celui de la sécurité alimentaire, du réchauffement climatique. Il y a énormément de choses auxquelles la France et le Maroc ensemble pourraient avoir un rôle tout à fait pilote et novateur. J'espère que nous arriverons à développer dans les prochaines années.

Q - Le président François Hollande effectue avant la fin de l'année un voyage officiel en Algérie. Comment interpréter cette visite sur un point de vue régional. Au Maroc, certains observateurs s'interrogent sur un rééquilibrage des relations entre la France et les pays du Maghreb.

R- Il faut que la France et l'Algérie arrivent à établir des relations sur de nouvelles bases, à réchauffer leurs relations C'est vrai que nous avons un passé qui pèse encore beaucoup, qui est douloureux, et donc il faut absolument que la France et l'Algérie regardent vers l'avenir tout en négligeant pas bien entendu le travail indispensable des historiens sur les épisodes tragiques évidemment de notre histoire. Mais si nous voulons le réchauffement des relations avec l'Algérie, ça ne veut pas dire que nous ne souhaitons pas maintenir, au contraire, l'excellence de nos relations avec le Maroc. Je ne veux pas dire que l'on veut rétrograder nos relations avec le Maroc. L'amélioration des relations entre la France et l'Algérie pourrait être bénéfique pour tous les pays de la région. Parce que nous souhaitons, comme je crois le Maroc, avoir un Maghreb uni. Ce serait bien évidemment un grand progrès sur le plan économique, puisqu'on sait que l'inexistence du Maghreb sur le plan économique fit perdre deux points de PIB au moins à chaque pays de la région, et que par ailleurs il y aura également des bénéfices politiques à en retirer. Nous pourrions également mieux lutter ensemble sur des défis comme celui de la sécurité collective par exemple.

Q- Le maintien des frontières fermées entre l'Algérie et le Maroc d'une part, et la question du Sahara d'autre part, sont deux freins à la construction maghrébine. Quelle est la position française sur ces deux sujets ?

R- La France soutient depuis très longtemps le Maroc et sa position sur le Sahara. Nous avons soutenu le plan marocain d'autonomie proposé dans le cadre des Nations Unies puisqu'il nous paraît être le plan le plus sérieux, crédible et seul à vrai dire. Nous y avons apporté un soutien dans le cadre des Nations Unies et nous le continuons. Ce qui est préoccupant en effet, c'est que malgré cette offre, les discussions n'aboutissent pas, on est dans une impasse. Nous espérons vivement que la nouvelle visite du médiateur de l'ONU, M. Ross, puisse aboutir à débloquer ces discussions et nous ferrons tout ce que nous pourrons pour faire en sorte que l'on puisse, sur cette base là, un terrain d'entente. Nous souhaitons ardemment que les relations se normalisent entre les deux Etats, puisqu'entre les populations, je crois qu'il n'y a pas de problème, et que l'on puisse un jour, rapidement espérons-le, rouvrir la frontière. Ce qui est indispensable aussi, c'est que nous puissions avoir une approche commune de tous les pays de la région vis-à-vis des défis de sécurité qui se posent maintenant dans la région du Sahel. C'est très préoccupant, et le Maroc est là, pour nous aussi sur ce dossier là, un appui très précieux.

Q- Membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, le Maroc siège régulièrement au côté de la France à L'ONU. Quelle vision avez-vous de l'activité diplomatique marocaine et en particulier, vous l'évoquiez tout à l'heure, sur des questions sensibles telle que la Syrie ou le Mali ?

R- Sur le Mali, le Maroc a une connaissance extrêmement fine et précise de la région et peut donc jouer un rôle très important, et qu'il joue déjà d'ailleurs. Sur la Syrie, le Maroc est un soutien précieux dans toutes les initiatives qui sont prises pour essayer de sortir de cette dramatique tragédie à l'ONU. Le Maroc a pris d'ailleurs des initiatives, en créant par exemple, et c'est important, un hôpital de campagne en Jordanie. Le Maroc s'est également dit prêt à accueillir la prochaine réunion des amis du peuple syrien. Le Maroc est un allié, un appui, un acteur et qui a été un des premiers pays à dénoncer les atrocités qui ont été commises en Syrie. Nous espérons beaucoup dépasser le blocage actuel qui tiens évidemment à d'autres pays et qui font que le peuple syrien souffre aujourd'hui énormément. La France prend des initiatives multiples. Moi-même j'ai invité et reçu le président du Conseil national syrien et nous avons évoqué la situation. Je crois qu'il y a des tentatives de rapprochement entre les différents éléments de l'opposition en Syrie. Nous souhaitons que l'opposition syrienne arrive à suffisamment s'unifier pour pouvoir bien peser sur le départ de M. Bachar al-Assad que nous souhaitons vivement, comme cela vient d'être confirmé par Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères français dans les discussions qu'il a eu avec le ministre des affaires étrangères russe./.

Interview chaîne 2M / Journal télévisé de 20h15 (vendredi 2 novembre)

Q- Comme vous le savez, l'envoyé spécial de Ban Ki-Moon effectue une visite dans le Royaume, qui se poursuivra également dans d'autres pays d'Afrique du Nord. Lors de sa visite prévue à Paris, quelle sera la position de la France sur ce dossier ?

R- Elle sera ce qu'elle a toujours été, la France soutient depuis des années le Maroc dans ses efforts pour trouver une solution sur le Sahara, et notamment le plan d'autonomie qui a été présenté par le Maroc dans le cadre des Nations Unies qui nous paraît l'initiative, la seule en réalité, qui soit vraiment sérieuse, crédible et susceptible de faire avancer les choses. Le problème est que c'est bloqué depuis maintenant des années. Je fonde beaucoup d'espoir sur la tentative de Monsieur Ross parce qu'on voit qu'il a changé sa méthode, qu'il élargit ses contacts. On dit beaucoup qu'il va pratiquer une diplomatie de navette, c'est-à-dire faire des allers-retours entre les différents acteurs. Nous espérons en France que la chose va se débloquer car c'est un contentieux qui bloque la réalisation d'un grand ensemble, le Maghreb uni. On sait que ce sont des pertes d'au moins deux points de PIB pour chacun des pays. Par ailleurs, il n'est pas normal qu'il n'y ait pas de relation, de liberté de circulation, entre les personnes, Il y a des familles qui sont séparées. Enfin, Il y a tout de même un enjeu très important de sécurité qui existe depuis assez longtemps, mais qui devient plus aigu aujourd'hui avec le Sahel. Donc je crois que nous avons à unir nos efforts pour essayer de faire, que sur la base du plan d'autonomie présenté par le Maroc dans le cadre des Nations Unies, il puisse y avoir un accord sur cette question.

Q- François Hollande est attendu en Algérie dans les semaines à venir, et en début d'année prochaine au Maroc. Est-ce qu'à travers ces deux visites, le président français souhaite jouer un rôle de médiateur ? Est-ce que c'est un rééquilibrage des relations avec l'Algérie ? Quelle lecture peut-on faire de cet agenda ?

R- Je crois qu'il est indispensable que la France et l'Algérie refondent leur relation. C'est un passé compliqué, douloureux, avec des tragédies. Il faut absolument refonder ses relations sur de nouvelles bases. C'est très important entre la France et l'Algérie pour pouvoir repartir de l'avant. Bien sûr, faire le travail d'histoire et de mémoire qui est nécessaire et on n'empêchera pas que les mémoires des Français et des Algériens soient différentes sur cette question, comme l'ont été les mémoires françaises et allemandes au regard des deux guerres mondiales. Mais ce qui est important c'est de pouvoir faire ce travail des historiens et d'ensuite regarder vers l'avenir, parce qu'évidemment si nous avons des relations plus apaisées, plus confiantes, je crois que cela sera bien, non seulement pour la France et l'Algérie, mais aussi pour l'ensemble du Maghreb. Cela ne peut pas se faire, et ne se ferra jamais au détriment du Maroc. Ce n'est pas parce que nous souhaitons améliorer nos relations avec l'Algérie, que nous allons rétrograder celles avec le Maroc. Le Maroc a une position unique, nous avons une relation exceptionnelle, non seulement entre la France et le Maroc, mais entre le Maroc et l'UE, que nous avons toujours soutenue. Nous soutenons les nouvelles négociations sur le statut avancé. Il faut absolument que nous arrivions avec le Maroc à arriver sur ce que l'on appelle aujourd'hui des 'colocalisations', avec une augmentation des investissements qui pourront bénéficier non seulement ici à la croissance et à l'emploi, mais aussi avec des bénéfices pour nous Français et européens. Je crois qu'on peut avoir un développement partagé. Pour ça il faut aussi favoriser la circulation des populations, la mobilité non seulement des étudiants, c'est indispensable, des représentants des pouvoirs publics des deux côtés.

Q- Une dernière question sur le dossier palestinien, Benyamin Netanyahou était en visite en France et le président français n'a pas été très clair sur la question des colonies qui bloquent aujourd'hui toute reprise des pourparlers entre Palestiniens et Israéliens . Pouvez-vous, aux yeux de l'opinion publique marocaine, clarifier la position de la France ?

R- La position de la France est très claire, et le Président l'a rappelée. D'abord nous sommes opposés aux colonisations qui doivent s'arrêter. Notre position est constante. Nous ne cessons de condamner, à chaque fois qu'il y a une nouvelle colonisation la France la condamne. Notre positon est parfaitement connue depuis très longtemps. Les colonies sont illégales au regard du droit international. C'est une menace pour avoir un jour deux Etats qui soient en sécurité, l'Etat d'Israël, mais aussi un Etat palestinien. Mais enfin, c'est un obstacle à la paix. Nous ne pouvons que condamner la colonisation. Évidemment pour sortir de cela il n'y a que la négociation. Il est indispensable que la négociation reprenne entre les deux parties pour que l'on puisse trouver, sur les bases d'un consensus international, une issue à ce conflit qui est aussi à l'origine de beaucoup d'autres./.

IV. Photos

Entretien avec Karim Ghellab, président de la Chambre des Représentants

Réunion de travail avec la commission des affaires étrangères et de la défense nationale de la Chambre des Représentants

Entretien avec Abdelilah Benkirane, chef de gouvernement

Entretien avec Fathallah Oualalou, maire de Rabat